



Sciences sociales “ universelles ” contre aires culturelles “ idiosyncratiques ” ? Anciennes questions, nouveaux problèmes

Karoline Postel Vinay

► To cite this version:

Karoline Postel Vinay. Sciences sociales “ universelles ” contre aires culturelles “ idiosyncratiques ” ? Anciennes questions, nouveaux problèmes. Les Dossiers du CERI, 2015. hal-03568191

HAL Id: hal-03568191

<https://sciencespo.hal.science/hal-03568191>

Submitted on 21 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

SCIENCES SOCIALES « UNIVERSELLES » CONTRE AIRES CULTURELLES « IDIOSYNCRATIQUES » ? ANCIENNES QUESTIONS, NOUVEAUX PROBLÈMES

Karoline Postel Vinay (Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France)

In : *Les Dossiers du CERI*, « Aires culturelles: pour une autre approche du politique », mai 2015

URL : <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/dossiersduceri/sciences-sociales-universelles-contre-aires-culturelles-idiosyncratiques-anciennes-questions3f99.html?D08>

A-t-on vraiment besoin de connaître la langue, les codes et l'histoire des autres pour les comprendre ? Ne suffit-il pas de maîtriser les outils dits universels des sciences sociales pour analyser un sujet, quel que soit son inscription géographique et historique ? Vingt ans après les Etats-Unis, le monde universitaire en France semble à son tour touché par la foi en une forme de science(s) du global qui permettrait, à l'instar des sciences dures, d'appréhender les phénomènes définis comme « globaux » dans la mesure où ils se manifestent dans différents lieux de la planète. Il existerait dans ces sciences du global, par exemple, une « sociologie de la ville », monolithique, pour décrypter simultanément toutes les mutations urbaines, en Chine, au Mexique ou en France. Il y aurait de même une « politologie électorale », homogène, permettant d'analyser toutes les pratiques du vote à travers le monde, du Brésil au Japon en passant par le Libéria. La scientificité de l'étude du global pourrait même concerner les humanités puisqu'elle comprendrait également, et entre autres, une « histoire du XIX^e siècle » offrant une grille de lecture unique à toutes les histoires de la planète durant cette période du calendrier chrétien. Cette croyance dans les capacités cognitives d'une(des) science(s) du global apparaît dans l'allocation des ressources destinées à l'enseignement et la recherche où la maîtrise

d'un répertoire issu de la(les) dite(s) science(s) est de plus en plus valorisée par rapport à la connaissance approfondie d'une aire spécifique. En effet, l'idée que la science du global serait suffisante pour comprendre les mouvements de toutes les communautés humaines rendrait, si on pousse la logique jusqu'au bout, proportionnellement superflu, voire inutile, l'accès direct aux sources primaires et donc l'apprentissage long et laborieux de langues dites « rares »¹ et les séjours prolongés sur le terrain. Pourquoi, aussi, s'embarrasser de la pensée et des écrits d'auteurs considérés comme « locaux » dans la mesure où ils ne sont pas traduits en anglais et figurent très rarement dans les notes en bas de pages des revues académiques les mieux classées ?

Face à cette évolution, des débats se font jour entre spécialistes français d'aires culturelles ou études régionales, comme l'illustre le colloque de novembre 2014 organisé à Paris à l'initiative de l'Institut des Amériques². Des interrogations, voire des inquiétudes, se précisent : crainte du relativisme culturel d'un côté, de l'hégémonie normative de l'autre, qui témoignent de la nécessité de repenser le postulat de l'universalisme des sciences sociales et des humanités dans un monde globalisé. L'ambition d'un tel postulat, faite d'un mélange d'idéalisme positiviste et de prétention plus ou moins naïve, a déjà été remise en cause dans le passé (dans le long sillage de la théorie critique du milieu du XX^e siècle à la pointe du débat *ante/post/colonial* du XXI^e siècle). Mais les questionnements en cours prennent une saillance nouvelle à la fois dans le contexte universitaire français – où l'affirmation d'une scientificité du général cohabite difficilement avec des pratiques de terrain plus différenciées – et dans un contexte plus global, précisément, où la tension entre standardisation et revendications plurielles n'ont jamais été aussi fortes.

D'où vient la prétention universaliste des sciences sociales et humaines, et comment s'opère le partage entre science du global et savoirs locaux ? Pour le comprendre, il faut probablement remonter à la constitution même des disciplines qui composent la science du global ou plus exactement à l'histoire du partage entre disciplines dites généralistes et études des aires (en anglais, *area studies*, en français,

aires culturelles). En effet, le caractère problématique du postulat universaliste de la science du global ne tient pas, ou pas uniquement, aux limites des disciplines « généralistes », mais plutôt au fait que celui-ci s'inscrit dans une très ancienne division entre disciplines supposées universelles et études *a priori* idiosyncratiques . Ces disciplines ayant été instituées en Europe – par les Européens, et à usage des Européens – et la notion d'aires désignant *a priori* un Autre exotique, la division universel/idiosyncratique qui en découle renvoie *de facto* à une séparation entre l'Occident et le reste du monde. Depuis des centaines d'années, l'Europe a produit des champs de savoir à visée générale ou au contraire tournés vers le singulier, et que l'on appellerait aujourd'hui respectivement disciplines et études d'aires. Les « études orientales » existent depuis que les Européens voyagent en nombre au-delà de leurs frontières, et notamment depuis cette période de forte intensité d'échanges, de circulations des personnes, des biens et des idées, qu'aura été le XVI^e siècle, époque des conquêtes, du prosélytisme chrétien et de l'ouverture des grandes routes du commerce. La connaissance de l'Orient s'institutionnalisera vers le milieu du XVII^e siècle avec l'ouverture de chaires d'études orientales des universités d'Oxford et de Cambridge et la création à Paris d'une école, ancêtre de l'actuel Institut des langues et civilisations orientales. Les disciplines ne portent pas encore ce nom mais sont de fait pratiquées dans les diverses facultés de l'Université, en particulier à travers l'observation savante – organisée, codifiée, répertoriée –, de la nature, du corps humain, des activités humaines et non-humaines.

Or c'est au moment où le terme « disciplines » est adopté, quelques siècles plus tard, que la césure entre celles-ci et les études d'aires prend la signification dont nous héritons aujourd'hui. A la fin du XIX^e siècle, les pratiques universitaires connaîtront en Europe et en Amérique du Nord une professionnalisation aux conséquences multiples dont la « disciplinarisation » des savoirs, à la fois transformation des ces derniers en disciplines et invention de nouvelles disciplines telles que la sociologie ou l'économie. Corollaire de la disciplinarisation, les savoirs deviendront science, sciences tout court ou sciences sociales, les humanités étant regroupées dans un espace adjacent. La réorganisation des savoirs ira de pair avec le grand mouvement de

modernisation des Etats européens à la fin du XIX^e siècle. Un mouvement à deux faces : l'une interne – celle de la refonte des institutions (création par exemple de ministères d'Education nationale dans la plupart des Etats) –, l'autre externe, celle de la projection de la modernité/modernisation européenne sur l'ensemble de la planète par le biais d'un impérialisme de formes multiples, souvent brutal. C'est dans ce contexte que seront également réorganisées les études des aires « exotiques » – études de l'Autre oriental, puis africain, amérindien... – structurées en appendice rationnel à l'édifice des disciplines. La création à Londres au début du XX^e siècle de l'Ecole des études orientales et africaines (School of Oriental and African Studies) se situe dans l'héritage direct de cette grande transformation. Le partage entre disciplines et aires va alors s'établir sur une double confusion. D'abord entre force et vérité : on suppose que les Européens étant parvenus à contrôler ou dominer la majeure partie de la planète, leurs Lumières et leur science sont également planétaires. Ensuite, et de manière symétrique, entre altérité et idiosyncrasie : on ne conçoit pas que l'Autre puisse produire une pensée universelle.

Le développement et l'institutionnalisation des *area studies* aux Etats-Unis au milieu du XX^e siècle n'a pas fondamentalement changé ce partage et les présupposés qui le sous-tendent. La correspondance entre la division disciplines/aires, d'une part, et Occident/reste du monde, d'autre part est toutefois devenue plus floue dans la mesure où les *area studies* se sont plus particulièrement consacrées à l'étude de l'Autre dans les pays communistes. La perception d'idiosyncrasie non-occidentale s'est donc étendue à certains pays européens, dits de l'« Est ». Aussi, lorsqu'est survenue, après 1989, la « crise des aires culturelles »³ marquée par l'effondrement des ressources allouées à l'enseignement et la recherche dans ce domaine, l'ensemble de l'approche par les aires a été remis en cause. Face à la montée en puissance des savoirs de la globalisation dans les universités américaines, l'idée même de se consacrer à l'étude d'un pays – y compris dans l'ancien « Ouest », comme la Grande-Bretagne ou le Portugal – devenait caduque. Cette tendance a cependant été freinée par le choc du 11 septembre 2001, puis l'irruption des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) qui remettaient décideurs et experts en prise avec

les réalités régionales. Le marché académique américain s'est à nouveau restructuré ; les *area studies* n'ont pas été réhabilitées dans les mêmes termes mais plutôt sous la forme d'études des régions permettant d'appréhender la diversité du global.

La dévalorisation des aires culturelles aujourd'hui en France est, sans surprise, différente de la crise des *area studies* dont on a débattu aux Etats-Unis il y a vingt ans. La perception d'obsolescence du domaine des aires – impliquant en particulier la maîtrise laborieuse des sources primaires en version originale –, ne repose pas sur la même croyance en la science du global. L'engouement américain post-1989 pour l'étude des faits globaux, où le local intervenait à titre décoratif – note de bas de page, ou au mieux rapide étude de cas – se fondait sur une vision hégémonique optimiste à l'instar de la notion de fin de l'Histoire. Ce postulat de globalisation est difficile à soutenir aujourd'hui. La foi en la capacité des disciplines « généralistes » à analyser de manière surplombante les faits globaux ne se traduit pas par une marginalisation ou une négation de l'altérité. Dans un monde que les médias qualifient parfois de « post-occidental », la pluralité du global ne peut être ignorée. Elle peut, en revanche, être sublimée – c'est tout du moins le projet, volontaire ou involontaire, qui découle de la croyance en une science du global. La croyance, en l'occurrence, porte autant sur la scientificité du savoir que sur sa capacité à appréhender le monde entier. La neutralité supposée de méthodes et de termes évoquant les sciences dures – analyse quantitative, validation des expériences, variables et invariants – permettrait de dépasser les différences entre communautés humaines. Une telle ambition semble, à certains égards, renouer avec une forme de tradition positiviste. Face au vertige du relativisme culturel – indéniable dans certaines pratiques de l'étude des aires –, l'apparente objectivité de la science du global fait sans doute figure de refuge. Mais peut-on y trouver les moyens de reformuler véritablement l'universel dans l'immense diversité de ses expressions ?

Indications bibliographiques

- Maurice Aymard, « Langues naturelles et langues savantes : les sciences humaines et sociales face à elles mêmes, à leurs ambitions, à leurs exigences, à leurs pratiques », *Trivium* 15, 2013.

- Marc Aymes, Maroussia Ferry, Hayri Gökşin Özkoray, « Aires culturelles et sciences sociales, ou les deux cultures : à propos du « séminaire interdisciplinaire d'études turques », *Lettre de l'EHESS*, n° 55, octobre 2012.
- Alain Delissen, « Emergences coréennes », *Carnet RESAP-Livre blanc des recherches sur l'Asie et le Pacifique*, décembre 2012.
- Sébastien Lechevalier, « Ni pure abstraction ni simple généralisation. Leçons japonaises pour une refondation de l'économie politique » in E. Desveaux et M. de Fornel (eds.), *Faire des sciences sociales. Généraliser*, Paris, EHESS, 2012.
- Emmanuel Desveaux, Michel de Fornel, Pascale Haag, Cyril Lemieux, Olivier Remaud, Jean-Frédéric Schaub, Isabelle Thireau, *Faire des sciences sociales. Critiquer, comparer, généraliser*, Paris, EHESS, 2012.
- Denys Lombard, *Le Carrefour javanais. Essai d'histoire globale, Vol. 1 : Les limites de l'occidentalisation*, Paris, EHESS, 1990.

-
- [1](#). L'Office national d'information sur les enseignements et les professions (Onisep), dans un document mis en ligne début 2015, classe dans les langues « rares » l'arabe, le chinois, le coréen, l'hébreu, le hongrois, le japonais, le russe, le turc, le vietnamien. Cette notion de « rareté » semble donc sans lien avec le nombre d'individus parlant effectivement les langues en question.
 - [2](#). 12e colloque international de l'Institut des Amériques, avec notamment le soutien de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), du Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po, de la Fondation de la Maison des sciences de l'homme et des Groupements d'intérêt scientifique du CNRS dédiés à l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie. Voir aussi les indications bibliographiques en fin de texte.
 - [3](#). Cf par exemple Neil Waters (dir.), *Beyond the Area Studies Wars*, Hanover NH, University Press of New England, 2000.